

**Union européenne - Syrie -
Déclaration de la Haute
représentante, au nom de l'UE -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 15 mars 2018)**

Voici sept ans, ce qui avait commencé comme une manifestation pacifique au coeur de ce qu'il est convenu d'appeler le printemps arabe et de l'immense espoir qu'il a suscité s'est rapidement mué en Syrie en une véritable guerre civile qui a fait plus de 400.000 morts et plus de 11 millions de personnes déplacées, tandis que près de 19 millions de Syriens ont besoin d'aide. Les pays voisins, Liban, Jordanie et Turquie, peinent à faire face au plus grand exode de l'histoire récente.

Les manifestations en faveur de la démocratie ont débuté en mars 2011 dans la ville de Deraa, au sud, et ont rapidement gagné tout le pays, avant d'être brutalement réprimées par les forces de sécurité syriennes. La violence impitoyable et la brutalité dont fait preuve le régime à l'encontre de son propre peuple ont non seulement précipité le pays dans la guerre civile, le chaos et la destruction, mais elles ont également ouvert la voie à la montée de l'extrémisme et de groupes terroristes tels que Daech et Al-Nosra.

Le conflit prélève maintenant chaque jour son lot de victimes civiles, malgré les promesses de désescalade et les innombrables appels lancés par la communauté internationale en vue de faire taire les armes.

Il faut en priorité sauver des vies dans la Ghouta et partout ailleurs en Syrie, ainsi que protéger les civils. Si une aide humanitaire est nécessaire dans tout le pays, les besoins sont pour le moment particulièrement criants dans la Ghouta orientale, à Idlib et à Afrin. La résolution 2401 du Conseil de sécurité des Nations unies constitue la réponse unanime de la communauté internationale face aux violences et à la détérioration de la situation humanitaire en Syrie, mais ses dispositions restent en grande partie lettre morte en raison de la poursuite de l'offensive terrestre et des bombardements aériens, ainsi que des attaques dirigées délibérément contre des civils et des infrastructures médicales dans la Ghouta orientale, perpétrées par le régime, soutenu par la Russie et l'Iran. Nous déplorons également que le régime limite l'accès de l'aide humanitaire et que du matériel médical soit systématiquement soustrait des convois humanitaires. L'UE est en outre vivement préoccupée par la détérioration de la situation humanitaire à Afrin à la suite de l'opération militaire turque. Il est indispensable que toutes les parties mettent en oeuvre la résolution 2401 du Conseil de sécurité des Nations unies pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire et les évacuations sanitaires qui s'imposent de toute urgence dans l'ensemble de la Syrie, mais plus particulièrement dans la Ghouta orientale et à Afrin.

Aujourd'hui, nous exhortons une nouvelle fois l'ensemble des parties à mettre en oeuvre dans

son intégralité et avec effet immédiat la résolution 2401 du Conseil de sécurité, qui réclame qu'un cessez-le-feu soit mis en place sans tarder, et nous demandons à nouveau à la Russie, à l'Iran et à la Turquie de respecter leurs obligations et responsabilités en leur qualité de garants d'Astana, comme l'UE l'a demandé dans la lettre adressée par la haute représentante aux ministres respectifs de ces pays après la session du Conseil des affaires étrangères du 26 février.

L'Union européenne a clairement soutenu, dès le début, qu'il ne saurait y avoir de solution militaire à ce conflit. Nous réaffirmons que seule une solution politique durable peut mettre un terme à cette terrible crise humanitaire. Cela passe obligatoirement par un véritable processus politique sans exclusive qui réponde aux aspirations démocratiques et aux besoins du peuple syrien conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, y compris le communiqué de Genève de 2012 et la résolution 2254. L'UE répète à cet égard qu'elle soutient le travail réalisé par l'envoyé spécial des Nations unies et le processus de Genève mené par les Nations unies. Elle a contribué à la lutte contre Daech, et maintenant que cette organisation terroriste est pratiquement vaincue en Syrie, nous sommes convaincus qu'un accord politique reste la seule voie possible vers une solution pérenne du conflit, y compris l'éradication durable de l'extrémisme violent.

Il est vital de parvenir à un accord politique constructif et sans exclusive, qui réponde aux aspirations de l'ensemble des Syriens et veille à ce que les femmes soient représentées de manière appropriée dans les pourparlers intra-syriens menés à Genève.

La démocratie, les droits de l'Homme et l'Etat de droit sont des principes fondamentaux, que l'Union européenne s'emploie à transposer dans des initiatives concrètes. Il ne saurait y avoir de transition constructive en Syrie en l'absence de justice et d'une représentation équitable de toutes les communautés. Nous saluons le rôle positif joué par la commission syrienne pour les négociations et sa participation active au processus. Nous demandons au régime de participer sérieusement aux pourparlers, et à ceux qui le soutiennent d'user de leur influence pour qu'il en soit ainsi.

Nous n'aurons de cesse d'établir les responsabilités en ce qui concerne les crimes de guerre qui ont été commis, fondement indispensable de la réconciliation nationale. Nous condamnons par ailleurs l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien et Daech, confirmée par les rapports du mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU, et nous tenons à souligner la vive préoccupation que nous inspirent les informations faisant régulièrement état de l'utilisation d'armes chimiques. Il y a lieu d'ouvrir une enquête minutieuse sur ces informations récentes et de traduire en justice les auteurs de ces crimes épouvantables. La communauté internationale ne saurait tolérer que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité restent impunis.

L'UE continuera à apporter son soutien à la résilience de la population syrienne. Dans les régions contrôlées par l'opposition, les structures administratives locales pourront toujours compter sur l'appui de l'UE. La Syrie doit être réunifiée en tant que pays souverain et non divisé. À cet égard, l'UE ne sera disposée à contribuer à la reconstruction de la Syrie que lorsqu'une transition politique globale, inclusive et véritable aura réellement été mise en place conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité et au communiqué de Genève de 2012, et elle continuera à soutenir les pays voisins.

L'Union européenne est le principal donateur à intervenir au niveau international face à la crise en Syrie: elle a déboursé au total 10,6 milliards d'euros depuis 2011. La deuxième conférence de Bruxelles, qui se tiendra les 24 et 25 avril 2018, constitue une nouvelle initiative prise par l'UE et les Nations unies pour faire en sorte que la communauté internationale continue à porter son attention sur le conflit en Syrie et pour répondre aux besoins humanitaires urgents des personnes touchées par ce conflit, tout en soutenant la résilience des pays qui accueillent des réfugiés.

L'avenir de la Syrie réside dans la paix, la démocratie, l'égalité des citoyens et l'Etat de droit. L'Union européenne continuera à oeuvrer en ce sens avec détermination et constance, au bénéfice du peuple syrien.

L'UE restera au côté de la population syrienne./.